

Interventions planifiées en milieu rural d'Afrique Noire et « incompréhension » paysanne

G. SAVONNET

ORSTOM

RÉSUMÉ

Les interventions en milieu rural d'Afrique Noire sont destinées, à la fin du XIX^e siècle et jusqu'en 1950, à fournir à la Métropole les matières premières dont elle a besoin. De nombreuses illusions (sur la fertilité des sols par exemple), des erreurs d'observation sur les sociétés du monde rural sont à l'origine des échecs essuyés par la Métropole à l'issue de ses interventions. Depuis 1950 une meilleure connaissance du pays (milieu naturel et population) a permis d'affirmer les méthodes d'approche et de proposer des moyens d'améliorer les niveaux de vie, taillés à la mesure du paysan.

ABSTRACT

From the end of the XIXth century to 1950, all interventions in the rural areas of Black Africa had the same intention : provide metropolitan France with the raw materials it required. Many failures were registered due to illusions — on soil fertility, for instance — and observation errors concerning rural societies. Since 1950, a deeper knowledge of the country (its natural environment and populations) has improved methods of approach and led to suggestions on more suitable means of improving standards of living, adapted to the peasant societies.

De tout temps, le colonisateur a introduit dans les territoires conquis des produits inconnus par les populations locales, des techniques de production nouvelles : vigne, olivier, charrue apportés en Gaule par les Romains; céréales, vigne, canne à sucre, moulin à sucre amenés au Brésil par les Portugais au XVI^e siècle; palmier à huile (*Elaeis guineensis*) introduit par (ou pour) les esclaves d'origine africaine.

Plus tard, les interventions des colonisateurs sont améliorées, planifiées, diversifiées. Au début du XIX^e siècle, le gouverneur Smaltz établi à Saint-Louis du Sénégal fait venir

de France le jardinier Richard qui crée un centre expérimental d'essais agronomiques sur les rives du Sénégal, à Richard-Toll; plus tard, dès le début du XX^e siècle, on fonde d'autres jardins d'essais destinés à acclimater, à introduire des cultures de rente dans les colonies nouvellement conquises (à Bingerville, en Côte-d'Ivoire, par exemple, en 1909).

Les résultats obtenus dans ces centres expérimentaux sont variables et les échecs nombreux; les multiples déboires enregistrés aux cours d'interventions destinées à introduire et à faire cultiver par le paysan des produits nouveaux sont souvent

la conséquence d'erreurs d'observations faites par les premiers voyageurs ou explorateurs, certaines d'entre elles se sont perpétrées jusqu'à notre époque.

DES ILLUSIONS ET DES ERREURS TENACES

Nous n'en retiendrons que quatre :

Illusion sur la grande fertilité des sols

Des récits, des comptes rendus de voyages, réalisés à la fin du siècle dernier par les grands voyageurs (vraisemblablement pendant la saison pluvieuse, et par bateau sur le Sénégal et le Niger) sont débordants d'enthousiasme sur la luxuriance de la végétation, la profondeur et la fertilité des sols, la densité des populations... Plus tard, on déchantera lorsqu'on entreprendra des prospections sérieuses ; parfois certaines expériences de développement entreprises sans études préalables approfondies se poursuivent encore de nos jours.

La plus connue est celle de l'Office du Niger, créé dès 1932 par M. BELIME : le delta intérieur du Niger devait devenir un « îlot de prospérité » où les cultures de coton, de riz devaient concurrencer celles de la vallée du Nil. Ce fut un échec et un gouffre pour les finances publiques. Malgré les changements de régime, d'orientation économique et une meilleure connaissance du milieu, l'opération se poursuit, coûteuse, depuis près d'un demi-siècle sans que pour autant l'immense périmètre aménagé soit devenu une zone de grande prospérité, un grenier inépuisable pour le pays.

Les champs collectifs de village

Le champ collectif villageois, à ma connaissance, n'existe, traditionnellement, nulle part dans les sociétés paysannes africaines vivant en zone soudanienne. Par contre l'entr'aide villageoise, rassemblant à certaines époques de l'année un grand nombre de cultivateurs sur le champ familial de l'un d'eux, fut, jusqu'à une époque très récente, assez généralisée chez les populations de savane tout spécialement. L'importance des effectifs rassemblés pour l'entr'aide sur l'immense champ familial d'un des cultivateurs du lieu, paraît donc à l'origine de la confusion faite par les premiers observateurs qui assimilèrent ce champ à celui de la collectivité villageoise.

Cette confusion commise par les premiers voyageurs et reprise par les responsables du développement rural, entraîna (et entraîne encore de nos jours) la création auprès des villages de champs collectifs destinés à expérimenter de nouveaux produits, de nouvelles techniques parfois et à les diffuser dans les différentes exploitations. Il est surprenant que des sociétés d'intervention aussi averties que la C.F.D.T. (1) ou des agronomes comme René DUMONT recommandent respective-

ment cette pratique pour l'introduction du coton chez les Baoulé de Côte-d'Ivoire (1974) (2) et l'amélioration des techniques culturales au Dahomey en 1962 (3).

Or, le paysan assimile le travail sur le champ collectif du village à une contrainte administrative (c'est le « champ du commandant » ou du « Blanc »), une corvée ou une réquisition de la période coloniale. Dans ces conditions, il ne s'intéresse nullement à la réussite de l'opération et s'en libère au plus vite.

« Incapacité » du paysan noir à cultiver convenablement

Les rapports anciens des administrateurs, des agents de l'agriculture font état pour la plupart de l'incapacité du paysan à améliorer ses méthodes de travail, ses rendements... quand ils ne dénoncent pas la « paresse » du noir. Cette « intime conviction » des anciens responsables des colonies (plus intéressés à l'amélioration des rendements des cultures de rente qu'à celles destinées à l'alimentation des ruraux) incita les autorités supérieures à se passer des services du paysan et à mécaniser l'agriculture pour fournir à la Métropole les produits dont elle avait grand besoin (c'était après la seconde guerre mondiale). On introduisit la charrue, le tracteur, le bulldozer dans des régions peu ou pas peuplées et hâtivement prospectées. Ce fut l'époque des grands périmètres mécanisés au Tanganyika (par les Britanniques : opération Peanut scheme, 1946-47) en Casamance par la C.G.O.T. (4) en 1947-52, de l'Office du Niger en 1948, avec la création du centre rizicole mécanisé (C.R.M.), et de Boulel-Kafrine en 1951.

Dans ces différentes opérations intéressant souvent plusieurs milliers d'hectares, le paysan est devenu un exécutant passif, un manœuvre salarié. Tous les essais de mécanisation pratiqués sur une grande échelle, à cette époque, n'apportèrent rien au milieu paysan ; ils eurent pour effet principal de bouleverser sur des milliers d'hectares de bonnes terres le fragile équilibre du milieu naturel et de le ruiner pour de longues années.

Absence de dialogue entre « développeur » et paysan

L'absence de toute concertation entre les autorités chargées de promouvoir l'économie rurale et l'exploitant apparaît comme le corollaire logique de l'attitude précédemment développée : le paysan étant « incapable » de bien cultiver, nulle nécessité de l'interroger sur ses besoins les plus urgents, sur ses possibilités, ses moyens de production ; on l'informerait très vaguement de l'entreprise décidée en haut-lieu, entreprise qui bouleversera parfois son domaine foncier, ses activités, sa vie. On oublie, par conséquent, volontairement, le paysan qui, dans bien des cas, perturberait le programme et le déroulement des opérations ; or, bien souvent, le paysan, par son expérience vécue du milieu naturel, pourrait être de bon conseil et pré-

(1) C.F.D.T. : Compagnie Française des Textiles.

(2) BLANC-PAMART, 1978, Espace vécu et milieu de contact forêt savane, in Cahiers ORSTOM n° 1, 1978.

(3) DUMONT (R.), 1962, « L'Afrique est mal partie », p. 204.

(4) C.G.O.T. : Compagnie Générale des Oléagineux Tropicaux.

senter sinon des critiques, du moins une appréciation sur le projet et ses vues sur les modes de réalisation.

Phénomène curieux, plus le projet est important, donc coûteux, moins on consulte le monde rural; tout se passe comme si le paysan était frappé d'incapacité et devait s'en remettre totalement à la science et au savoir des techniciens.

Les interventions planifiées en milieu rural peuvent être classées en deux catégories :

1 les premiers types d'intervention qui se déroulent tout au long de la période coloniale, jusqu'en 1950 environ, s'intéressent essentiellement au développement des cultures d'exportation;

2 les secondes, qui apparaissent dès 1950, n'abandonnent toutefois pas les projets d'accroître la production des cultures de rente, mais tentent en même temps d'améliorer les techniques culturales, les rendements des produits vivriers.

INTERVENTIONS DE TYPE COLONIAL

Pendant toute la période coloniale et jusqu'en 1950, bien que le colonisateur ait acquis la certitude que le paysan noir cultivait mal, jamais il n'interviendra pour améliorer les rendements de ses produits vivriers, leur qualité; tous ses efforts sont concentrés sur les cultures d'exportation réclamées par la Métropole.

Ouvrons ici une parenthèse et examinons les traits essentiels de la politique de développement agricole menée par la Métropole. Elle apparaît comme l'héritière directe de celle de traite élaborée aux XVII^e et XVIII^e siècles. En dehors de quelques stations agronomiques (comme celle de Bambay fondée entre les deux guerres et destinée à améliorer principalement les cultures de rente), et de l'affectation d'un nombre réduit d'agronomes et d'agents de l'agriculture, placés (pour la plupart) comme conseillers auprès des gouverneurs territoriaux, la Métropole propose chaque année, auprès des responsables des fédérations, les données chiffrées sur ses besoins en matières premières et fixe les prix de ces diverses denrées exportables.

Par un jeu de cascades successives, ces demandes sont réparties entre les diverses colonies de la fédération (en fonction de leur potentiel agricole); par la suite, pour chaque circonscription administrative, le gouverneur territorial fixe le quota minimum des tonnages du (ou des) produit(s) à exporter; enfin, les administrateurs procèdent de la même manière dans leur « cercle ou subdivision » auprès des chefs de canton; quant à ces derniers, ils s'arrangeront auprès des chefs de village (5).

Le personnel spécialisé en agronomie étant peu nombreux et généralement fixé dans la capitale territoriale, ce sont les administrateurs qui assument la totalité des responsabilités en matière agricole.

Ce rapide aperçu sur la politique coloniale agricole est nécessaire pour souligner la grande indigence dans laquelle le développement rural se trouve plongé; malgré la grande pénurie des moyens mis à la disposition des colonies, la Métropole prélève, bon an, mal an, des tonnages importants de café, cacao, coton, arachide, etc., sans que le cultivateur reçoive une compensation équitable de l'effort supplémentaire fourni : les sommes reçues par la vente du produit (6) sont souvent dans leur totalité consacrées au paiement de l'impôt. En somme ces interventions s'apparentent plus à des réquisitions, à des prestations qu'à une action de développement : le paysan ne reçoit, en retour, aucune assistance technique destinée à améliorer ses cultures vivrières.

Le bilan de cette politique coloniale n'est cependant pas négatif puisqu'elle permet l'introduction de nouveaux produits : arachide, café, cacao et l'amélioration de plantes déjà utilisées comme le coton et le riz. Curieusement les nouvelles cultures paraissent avoir été acceptées plus facilement que les nouvelles variétés de riz ou de coton.

L'arachide

Introduite au Sénégal à la fin du siècle dernier, elle entra d'autant plus facilement dans le cycle des cultures traditionnelles qu'elle pouvait être associée aux autres produits et procurait aux populations locales la matière grasse difficile à obtenir à cette époque; pour ces raisons, sa diffusion à travers l'Afrique fut rapide (7) et certaines colonies se spécialisèrent dans sa culture : le Soudan (actuellement Mali), le Sénégal.

Le café et le cacao

L'introduction en 1923-1925 du café et du cacao dans la zone à climat guinéen fut relativement aisée : les populations locales habituées à une économie de cueillette et n'ayant guère de problèmes de subsistance, adoptèrent facilement ces deux nouveaux produits; par ailleurs, ils ne nécessitaient pas (après la mise en place des plantations) beaucoup de travail et procuraient une rente non négligeable.

Le coton et le riz

Le riz et le coton sont connus des populations bien avant l'époque coloniale. Après la première guerre mondiale, sur la demande expresse de la Métropole, les administrateurs sont invités à améliorer ces deux cultures en substituant de nouvelles variétés aux anciennes moins productives (riz blanc au riz rouge, coton annuel à longues fibres à la variété *Punctatum* arbustive pluriannuelle à fibres courtes).

(5) Lors de la promotion des administrateurs (et des chefs de canton), on tenait grand compte des résultats économiques obtenus dans leur circonscription.

(6) « Le noir étant imprévoyant », il était d'usage « pour qu'il ne dépense pas la totalité de la somme en même temps » de régler l'achat de la récolte en deux ou trois fois...

(7) Un rapport des premiers militaires installés à Diébouyou (Haute-Volta), daté du 14 mars 1899, précise que les femmes dagari de Kopo ont été dévalisées en revenant de chez les Birifor où elles étaient allées « chercher des arachides ».

Les besoins de la Métropole en riz étant comblés à cette époque par les importations de ses colonies d'Extrême-Orient, les pressions exercées sur le paysannat pour sa culture furent moins fortes que celles pratiquées pour la production du coton (8). Ce produit très recherché par les pays occidentaux, fut l'objet d'une demande toujours accrue de la part de la Métropole; on exigea du paysan un effort supplémentaire pour couvrir ses besoins. Pour se libérer du quota de coton qui lui est imposé par le Gouverneur, l'administrateur crée dans chaque village un champ collectif de ce produit, les diverses opérations culturales sont surveillées par les gardes-cercles. Les résultats de ces opérations sont lamentables en Haute-Volta; on relève dans les cahiers de poste des administrateurs les informations suivantes : semis faits en retard (fin juillet, début août) après les autres cultures, binages mal exécutés, quand ils sont faits, et à la récolte « les indigènes sont si peu intéressés par la culture du coton, qu'ils ne se donnent pas la peine de le ramasser » (9).

Le manque d'intérêt des populations pour le coton provient de ce que les opérations culturales entrent en concurrence avec celles des produits vivriers, que le paysan n'est pas intéressé directement par cette culture, qu'il est par ailleurs requis bien souvent, au moment de ses travaux, pour l'entretien du réseau routier; enfin, le prix de la récolte collective étant versé entre les mains du chef de village, celui-ci prélève souvent une part importante de la somme avant de la distribuer aux paysans.

LES INTERVENTIONS PLANIFIÉES POSTÉRIEURES A 1950

Nous en avons retenues quatre qui se sont déroulées en Haute-Volta : celles de la CFDT (pour le développement de la culture cotonnière) des « fermes-pilotes », de la SATEC (10) et de la CIDR (11).

Intervention de la CFDT :

L'examen de cette expérience est d'autant plus intéressante que la CFDT hérite en Haute-Volta, nous venons de le voir, d'une situation des plus défavorables et qu'elle appliquera des méthodes d'approche jugées très « originales » à l'époque.

La politique de la CFDT se résume en un certain nombre d'actions à entreprendre dans un ordre donné : dans une première approche, elle procède à un repérage méthodique des régions les plus favorables à la culture du coton et des populations les plus aptes à la pratiquer; elle choisit un certain nombre de villages « pilotes », sur lesquels, avec la participation étroite du paysan, on expérimentera de nouvelles techniques qui, une fois leur efficacité éprouvée, seront diffusées dans les autres villages.

Ainsi, dans une seconde approche, seront définitivement adoptés, en 1957, par les populations la nouvelle variété de coton « Allen » en culture pure et à l'exclusion de toute autre, les semis en ligne en 1960, l'arrachage des plans après récolte

en 1963, la fumure en 1965, les insecticides en 1968-70. Ces quelques dates repères situent assez bien le suivi de l'action méthodiquement entreprise sur une longue période pour obtenir auprès du paysan un acquit que l'on peut espérer irréversible. Naturellement, cette entreprise ne put être menée qu'avec l'aide d'un encadrement serré tout au long de l'année. Le succès de la CFDT est fidèlement reflété par l'accroissement régulier des tonnages commercialisés pour l'ensemble de la Haute-Volta, ils passent de moins de 1.000 t entre 1951 à 1953, à 3.500 t en 1957, et atteindraient en 1976-77, 35.000 t.

Toutefois, en observant de plus près les régions productrices, on remarque que les pays bobo-bwa et mossi commercialisent à eux-seuls les trois quarts de la production nationale; ailleurs, l'action stagne pour des raisons diverses, que l'on peut classer en trois catégories :

populations disposant déjà d'une culture de rente (riz et igname chez les Sénoufo);
réseau routier trop défectueux pour assurer un encadrement rapproché et l'évacuation du produit (pays gourounsi-sud, dagari, gourmantché);
sociétés encore plongées dans une économie de subsistance (groupes du Lobi); ces populations n'ayant pas encore émergé de ce niveau élémentaire de l'économie, ne peuvent s'intéresser à une quelconque culture de rente : la totalité de leurs activités étant consacrée aux produits vivriers; ceci nous amène à penser que toute promotion économique du paysan passe obligatoirement par la résolution complète de ses problèmes alimentaires.

Les fermes-pilotes

L'expérience intéressant la Haute-Volta, le Togo et le Dahomey débute dans les années 1952-53. Ces fermes devaient être pour les populations rurales un modèle d'exploitation facilement réalisable par un paysan actif et ingénieux. Chacune comprend un ensemble de bâtiments (habitation, hangar, étable), construits en matériau local amélioré, des instruments agricoles : houe, charrue légère, charrette, une paire de bœufs; chaque exploitation dispose de trois hectares de terre préparée, disposée en trois soles d'un hectare, destinées à recevoir, l'une, les produits vivriers, la seconde, une culture de rente, la troisième reste en jachère (engrais vert). Ces fermes-pilotes sont regroupées par deux ou trois en dehors du village-témoin choisi par l'administrateur.

Le chef d'exploitation est jeune de préférence, ouvert aux idées modernes; après un stage de quelques mois dans une station agricole, où il reçoit une formation accélérée, il doit être capable au retour d'utiliser la charrue, de fumer ses champs (à partir d'engrais recueillis dans son étable) et d'appliquer un certain nombre de techniques modernes : labour des champs après la récolte, semis en ligne, enfouissement de l'engrais vert à la charrue, culture pure... Les agents des services de l'agriculture au cours de leurs deux passages men-

(8) La colonie devait se suffire en riz par ses propres productions.

(9) Dans le cercle de Gaoua, les rendements à l'hectare varient entre 30 et 86 kg en 1929.

(10) SATEC = Société d'Aide Technique et de Coopération.

(11) CIDR = Compagnie Internationale de Développement Rural.

suels dans l'exploitation conseillent le fermier, le guident dans les opérations et surveillent l'application des méthodes. Lorsque l'exploitant a achevé ses travaux dans la ferme-pilote, il est autorisé à cultiver sur les champs familiaux.

La Métropole qui, pour la première fois, s'intéresse au monde paysan, fait bien les choses : elle finance la totalité de l'expérience qui, en Haute-Volta, intéresse plus de 500 fermes-pilotes dispersées dans toutes les régions. Ce projet ambitieux, qui devait promouvoir une modernisation rapide (trop rapide) de l'agriculture, se heurte à de nombreux obstacles : formation trop accélérée des fermiers, encadrement insuffisant par des agents mal préparés, choix des exploitants, des sites d'installation de la ferme trop hâtifs, pièces de rechange difficiles à se procurer, réparation du matériel malaisée sur place...

Finalement ce fut l'échec qui s'étala sur une dizaine d'années : les fermes installées en pays lobi furent les premières abandonnées vers 1955-56; celles du pays bobo-sénoufo fonctionnèrent jusqu'au moment de l'indépendance (1960). Il ne restait en 1965 qu'une ou deux dizaines de fermes (la plupart en pays mossi ou près des villes) souvent récupérées par des fonctionnaires ou des chefs de canton avertis.

Intervention SATEC

Dans les années 1960, la SATEC « prend le relais » des fermes-pilotes en évitant de commettre les erreurs de l'expérience précédente. La société limite son action à une région homogène : le pays mossi en Haute-Volta et, dans un premier temps, propose de résoudre les problèmes les plus aigus : ravitaillement en eau pendant la saison sèche, problème des subsistances pendant la période de la « soudure » alimentaire (12). Elle travaille à la demande expresse des populations prospectées par ses agents, et fait participer activement le paysan à l'exécution des travaux. Ainsi, le forage des puits, l'édification des retenues d'eau sont réalisés par l'ensemble des paysans du village, tandis que les encadreurs SATEC dirigent les opérations et fournissent les matériaux (ciment, « buse » en béton, fer...).

Au cours de cette période d'encadrement étroit, les agents de la SATEC essaient de découvrir au sein de la population des éléments jeunes et dynamiques qui, après avoir reçu une formation suffisante, pourront, à leur tour, encadrer les villageois et poursuivre localement l'action SATEC.

Dans un deuxième temps, la société s'attache à moderniser les techniques de production à partir d'un matériel simple, peu coûteux et facile à entretenir (traction asine, charrue et houe légères, charrettes). Au plan agricole proprement dit, elle favorise l'élargissement des cultures intensives par l'utilisation d'une fumure plus abondante récoltée systématiquement dans les parcs à bœufs; elle introduit des semences sélectionnées, fait aménager partout où cela est possible de petites rizières, etc.

La totale adhésion des populations à ce type d'intervention

« moulée » sur les besoins réels exprimés par le paysan, assure la pleine réussite de l'entreprise, qui se traduit par la résolution des problèmes cruciaux (l'eau, le vivrier) et un accroissement substantiel des niveaux de vie par l'intégration des cultures de rente dans le cycle agricole.

L'action de la SATEC achoppa plus tard sur le suivi des opérations. La pleine réussite de l'entreprise sur des espaces limités entraîna la société, dans les années 65-66, à intervenir sur une échelle beaucoup plus grande; l'encadrement étroit des premières années, gage de réussite, se relâcha et les encadreurs locaux formés par la SATEC ne furent pas à la hauteur de leur tâche...

L'intérêt présenté par cette opération réside dans le type même de l'intervention, réalisée à la demande, à « l'écoute » des populations, avec des moyens sommaires adaptés au niveau de vie du paysan (traction asine par exemple) et avec la participation effective des agriculteurs. Cette opération aurait pu se poursuivre beaucoup plus longtemps et apporter des changements plus profonds dans le pays si elle s'était cantonnée à la région initialement retenue, quitte, ensuite, à faire tache d'huile sur les régions voisines.

Action au « ras du sol » de la CIDR

La CIDR, qui agit dès 1960-62 dans le sud-ouest de la Haute-Volta, s'inspire des méthodes appliquées par la SATEC : action limitée à une région homogène (société segmentaire du pays lobi) au sein de chaque localité, résolution prioritaire des problèmes cruciaux (alimentation, eau tout spécialement), amélioration du matériel et des techniques culturales... Mais elle va plus loin que la SATEC en s'engageant en même temps dans le domaine éducatif : initiation à la puériculture, l'hygiène alimentaire, corporelle, alphabétisation des adultes, développement de l'artisanat (menuiserie, forge, réparation mécanique) (13).

Autre trait original de cette intervention : implantation d'animateurs ruraux dans leur village d'origine. Après leur recrutement, les futurs animateurs, ayant une instruction élémentaire, font un stage de 6 à 8 mois dans un Centre d'application agricole où ils sont initiés aux pratiques de techniques simples (14), permettant d'accroître les rendements. De retour dans leur village, ces agents s'installent dans une ferme de type local, expérimentent sur leurs propres champs les techniques reçues et les adaptent, sous le contrôle des responsables de la CIDR (qui les visitent régulièrement), aux conditions des milieux naturel et social. Au cours des visites faites dans les villages voisins, l'animateur cherche à intéresser les chefs d'exploitation aux nouvelles méthodes culturales.

Après deux ou trois années d'effort orienté uniquement vers l'accroissement des biens de consommation, l'animateur ayant convaincu de ses méthodes une ou deux dizaines d'exploitants (15) passe au stade de la diversification des cultures; riziculture dans les petits bassins inondables, cultures maraîchères aux environs des villes, cultures du coton

(12) Période pendant laquelle les greniers sont à peu près vides et les récoltes encore lointaines.

(13) On espère libérer le paysan du souci causé par la réparation du petit matériel qui serait fait sur place.

(14) Semblables à celles observées dans l'intervention SATEC.

(15) Etant entendu que l'expérience a réussi, les réticents de la première heure suivront avec plus ou moins de retard.

et de l'arachide. Au cours de cette seconde phase, il introduit la culture attelée et développe l'usage de l'engrais et des insecticides.

En 1972, les résultats obtenus sont très variables d'un secteur à l'autre; ils sont fonction de la personnalité de l'animateur, du degré de réceptivité des populations ou tout simplement des aléas climatiques. Sur une population globale évaluée à environ 300.000 personnes, quelque 50.000 au moins étaient, à cette époque, sorties de l'économie de subsistance et produisaient des cultures commercialisables.

En somme, les interventions de la CIDR (elles rappellent par certains côtés les expériences menées en Chine populaire) apparaissent suffisamment souples pour s'adapter aux situations rencontrées localement. En résolvant en priorité les problèmes les plus importants (alimentaires), elle libère le paysan de graves soucis et par là même le rend plus attentif aux possibilités d'amélioration culturelle qui lui sont proposées.

CONCLUSIONS

A l'issue de cette brève étude, il apparaît que l'« incompréhension » du paysan vis-à-vis des interventions en milieu rural va diminuant à mesure que le planificateur devient plus attentif à ses besoins vitaux; pour que le paysan s'intéresse aux cultures de rente, il convient que le développeur satisfasse

en priorité les problèmes les plus urgents et tout spécialement ceux des subsistances.

Par ailleurs, les méthodes, les moyens proposés à l'exploitant pour améliorer ses conditions de vie doivent être à la mesure de ses possibilités du moment. Ainsi, le cultivateur voltaïque n'était pas prêt à entretenir et à utiliser l'attelage bovin en 1952 (expérience des fermes-pilotes); une vingtaine d'années après, les groupes bobo adoptent spontanément cette pratique.

Les mêmes méthodes d'intervention appliquées à des milieux ruraux de niveaux économiques semblables, donnent des résultats très différents suivant qu'elles s'adressent à tel ou à tel type d'organisation sociale. Dans les sociétés segmentaires, par exemple, les signes d'autorité n'apparaissent qu'au niveau de la maisonnée, les agents chargés d'appliquer le programme de planification devront agir sur chaque exploitation (la réussite de la CIDR est le résultat de cette opération au ras du sol); dans les sociétés de type communautaire, l'action est simplifiée: par l'intermédiaire du chef de village et de son conseil des notables, l'agent peut opérer sur l'ensemble de la communauté.

Ainsi, la réussite ou l'échec d'une intervention planifiée en milieu rural dépend autant du milieu humain auquel on s'adresse que du milieu physique que l'on veut domestiquer. C'est pourquoi, dans l'approche d'une région à aménager, les études du sociologue, du géographe ou de l'économiste sont aussi importantes que celles du pédologue, de l'agronome ou du vétérinaire.

BIBLIOGRAPHIE

Archives des cercles, subdivisions et postes administratifs du S.O. de la Haute-Volta (Archives d'Abidjan).

BLANC-PAMARD Ch., 1978. — « espace vécu et milieu de contact forêt-savane »... in *Cahiers ORSTOM, Sér. Sc. Hum.* n° 2, 1978 p. 143-170. 70.

DUMONT R., 1962. — *L'Afrique est mal partie*, Le Seuil, Paris, 264 p., plus annexes.

Journaux des postes administratifs du S.O. de la Haute-Volta (*Archives de Haute-Volta*, CNRST, Ouagadougou).

MORABITO V., 1977. — « L'Office du Niger d'hier à aujourd'hui » in *Journal des Africanistes* T. 47 fasc. 1, pp. 58-82.

Rapports de la CFDT.

SAVONNET G., 1976. — « Inégalités de développement et organisation sociale (exemples empruntés au S.O. de la Haute-Volta) in *Cahiers ORSTOM ser. Sc. hum.*, vol. VIII, n° 1, pp. 23 à 40.